



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté*

Unité Départementale de la Côte d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 72 DU 06 FEV. 2019

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES FRANCE

Commune de MONTBARD (21500)

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VISAS ET CONSIDÉRANTS

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L171-6 à L171-8, L172-1 et suivants, L181-14, L181-16, L511-1, L512-1, L512-5, L514-5, L514-6 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 autorisant la société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES FRANCE à exercer ses activités sur le territoire de la commune de MONTBARD ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 22 janvier 2019 faisant suite à la visite d'inspection du 18 décembre 2018 ;
- Vu** le courrier de l'inspection des installations classées en date du 22 janvier 2019, transmettant le rapport de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le mail du 18 janvier 2019 dans lequel l'inspection transmet pour avis le projet de mise en demeure ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriels en date du 24 et 29 janvier 2019 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 décembre 2006 qui fixe :

- des valeurs limites d'émission pour les paramètres nitrites et sulfates en sortie de la station de traitement DEGREMONT ;
- des valeurs limites d'émission pour le paramètre hydrocarbures totaux en sortie de la station de traitement NALCO.

CONSIDÉRANT que malgré les actions engagées par l'exploitant, depuis plusieurs années, visant à améliorer la qualité des rejets d'eaux résiduelles du site, les dépassements des valeurs limites autorisées pour les paramètres nitrites et sulfates en sortie de la station de la station de traitement DEGREMONT et, pour le paramètre hydrocarbures totaux en sortie de la station de traitement NALCO perdurent, sont fréquents et significatifs ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 18 décembre 2018, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 décembre 2006 susvisé :

- article 4.3.9 :
 - station DEGREMONT : les rejets en nitrites et en sulfates ne respectent pas les valeurs limites fixées (concentrations et flux) ;
 - station NALCO : les rejets en hydrocarbures totaux ne respectent pas les valeurs limites fixées (concentration et flux) ;

CONSIDÉRANT le courriel de l'exploitant susvisé dans lequel il indique que les actions engagées pour optimiser le fonctionnement des stations DEGREMONT et NALCO nécessite du temps sans pour autant s'engager sur un délai de mise en conformité ;

CONSIDÉRANT qu'un délai de neuf mois paraît suffisant pour permettre à l'exploitant de respecter les dispositions susmentionnées de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 décembre 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui dispose : « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 18 décembre 2018, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

- article 14 : l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 décembre 2006 susvisé n'autorise pas, de manière explicite, le refroidissement en circuit ouvert des postes « pompe Hibon » et « palette – presse à filer », ce dernier est donc interdit.

CONSIDÉRANT le courriel de l'exploitant susvisé dans lequel il indique que le poste « pompe Hibon » n'est pas équipé d'un refroidissement en circuit ouvert mais d'un circuit de type venturi générant une dépression créant ainsi une aspiration pour la fixation des outillages de la presse à percer

CONSIDÉRANT qu'un délai de neuf mois paraît suffisant pour permettre à l'exploitant de respecter les dispositions susmentionnées de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 susvisé et de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

CONSIDÉRANT face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES FRANCE de respecter les prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 susvisé et de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES FRANCE, dont le siège social est situé Route de Semur à MONTBARD (21500), est mise en demeure, pour ses installations exploitées sur le territoire de la commune de MONTBARD, de respecter les prescriptions suivantes, **sous un délai de neuf mois**, à compter de la date de notification du présent arrêté :

1. article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 décembre 2006 susvisé

Effluents de la station DEGREMONT

Respecter les valeurs limites fixées (concentrations et flux) pour les paramètres nitrites et sulfates.

Effluents de la station NALCO

Respecter les valeurs limites fixées (concentration et flux) pour le paramètre hydrocarbures totaux.

2. article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé

Ne plus procéder à la réfrigération en circuit ouvert du poste « palette – presse à filer ».

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans le même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON (21000) sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Sous-Préfet de MONTBARD, M. le Maire de MONTBARD, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, qui est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à la société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES FRANCE. Une copie du présent arrêté est adressée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- M. le Maire de MONTBARD.

Fait à DIJON le - 6 FEV. 2019

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Christophe MAROT